

La Haute-Yamaska mobilisée pour une véritable sécurité du revenu

Dans le cadre des travaux du Comité itinérance Haute-Yamaska, plusieurs préoccupations ont été identifiées par rapport à l'accès à l'aide sociale, au soutien disponible aux bénéficiaires et à l'accès à l'information. En effet, nombreux organismes sont appelés à accompagner des personnes aux prises avec ces difficultés. En 2015, les résultats d'un sondage lancé par le GASP démontraient que plus de 1 000 interventions étaient réalisées annuellement par une vingtaine d'organismes du territoire. Devant le besoin concerté de mieux accompagner les gens vulnérables, un Programme de soutien à l'aide sociale s'est développé en 2015 à l'intérieur du service d'intervention l'Azimut du Partage Notre-Dame, dans le cadre du PARSIS.

En cours d'année, plusieurs membres du GASP se sont mobilisés autour du projet de loi 70 (devenu Loi 25), entre autres par la diffusion, en collaboration avec le Député provincial, M. Bonnardel, d'une pétition demandant le retrait de ce projet législatif. Au total, 11 communications publiques ont été diffusées sur ce dossier. En voici quelques exemples :

La Haute-Yamaska s'oppose au projet de loi 70 », paru dans le Bulletin des régions du RSIQ ;

LE DÉPUTÉ DE GRANBY DÉPOSE UNE PÉTITION, sur les ondes de M105 ;

« Projet de loi sur l'aide sociale: le GASP en faveur d'une nouvelle proposition », paru dans La Voix de l'Est ;

Le GASP déçu par l'adoption de la loi 70 », paru dans La Voix de l'Est ;



crédit photo Patrick Conroy et Morgane Fernandez

Face aux défis vécus par les bénéficiaires d'aide sociale, de nombreux membres du GASP et d'autres acteurs de la communauté se sont mobilisés afin de circonscrire les besoins et poser les actions pertinentes pour y remédier. Le conseil d'administration du GASP a alors commandé la mise sur pied du Comité aide sociale. De nouveaux partenariats se sont tissés, entre autres, avec les Services correctionnels du Canada et du Québec.

Dès la première rencontre, le groupe s'est entendu sur le besoin d'outiller les intervenants locaux par la production d'une trousse d'informations et de références. Le comité a commencé la diffusion d'un sondage internet visant à compiler les services de soutien à l'aide sociale disponibles au sein des organismes locaux. Par ailleurs, le comité a commencé à compiler les outils d'information utilisés par les organismes pour créer un document de référence uniformisé.

Plusieurs orientations tiendront les membres occupés au cours de l'année 2017-2018 :

- Rédaction d'un rapport sur les défis vécus localement ;
- Tisser des liens avec le Comité aide sociale de Sherbrooke et alimenter les travaux du Comité stratégique intersectoriel régional en itinérance de l'Estrie sur l'aide sociale ;

Alimenter les regroupements et le gouvernement provincial des enjeux vécus localement dans le cadre de consultations ponctuelles et des rencontres qui se tiennent avec la Coalition pour l'accessibilité aux Centres locaux d'emploi (CASC) et le MTESS ;

Assurer un suivi à la loi 25 (projet de loi 70).

MERCI AUX MEMBRES DU COMITÉ AIDE SOCIALE !